

2014, une présidentielle inédite

Inédite parce que ce scrutin présidentiel intervient dans un contexte régional radicalement transformé, trois ans après les révoltes de 2011 ayant emporté Ben Ali puis Moubarak, un peu plus de deux ans après la fin du régime de Kadhafi suite à l'intervention de l'Otan, et une année après l'intervention française au Mali.

Par Hassane Zerrouky

Redoutant un risque de contagion dû aux situations tunisienne et égyptienne et anticipant la pression occidentale, on a vu le pouvoir politique, faisant déjà face à une montée des tensions sociales et politiques, faire mine de lâcher du lest. Des mesures d'amélioration sociales sont annoncées, l'état d'urgence est aboli, vite suivi par l'annonce de réformes politiques suivies d'un semblant de dialogue avec les partis et des personnalités et la mise en place d'une commission de révision de la Constitution.

Sur ce, le 8 mai 2012, Abdelaziz Bouteflika annonçait publiquement qu'il allait passer la main. Le 10 mai, l'échec des islamistes aux législatives rassure le pouvoir.

Inédite parce que le mandat d'Abdelaziz Bouteflika aura été également marqué par les affaires Sonatrach I et surtout Sonatrach II lesquelles ont vu plusieurs de ses proches impliqués, dont l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil aujourd'hui au chaud aux Etats-Unis.

Des islamistes out et un AVC qui change la donne

Inédite surtout, parce que l'AVC du chef de l'Etat en juin 2013 a changé du tout au tout la donne, en éloignant la perspective d'un quatrième mandat, en nourrissant, sur fond de rumeurs, toutes les ambitions de succession.

Et tout ce qui se passe autour depuis quelque temps - ces appels insistants à ce qu'il se représente à la présidentielle alors qu'il y avait renoncé - montre que quelque chose ne fonctionne plus normalement. Pourtant, sa première hospitalisation au Val-de-Grâce en novembre 2005 aurait dû sonner comme un premier avertissement afin de préparer les conditions de sa succession.

Il n'en fut rien. Conséquence : des institutions fonctionnant au ralenti, des réunions et des conseils des ministres et des sorties publiques du chef de l'Etat se raréfiant. Cette situation s'est encore aggravée après son AVC d'avril dernier qui l'a tenu 80 jours (et le tient encore) éloigné des affaires.

L'Algérie est aujourd'hui comme paralysée, vivant dans l'attente d'un signe - un discours du président par exemple - qui ne vient pas, avec des Algériens vivant dans l'incertitude totale. Et c'est miracle qu'ils ne désespèrent pas davantage. Parce qu'il y a de l'argent dans les caisses, avancent certains ? Peut-être !

Enfin, le fait que les «comités de soutien au candidat

Bouteflika» n'aient pas été réanimés, quand on sait que le 25 novembre 2010, ils avaient tenu leurs premières assises à Laghouat pour donner naissance à une nouvelle formation politique, le Rassemblement pour la concorde nationale (RCN) qui n'a finalement pas vu le jour, lançant de surcroît un appel pressant à Saïd Bouteflika pour qu'il soit leur candidat en 2014 ! «Nous serons tous derrière lui (Saïd Bouteflika ndr)» déclarait, sûr de lui, à Algérie News du 21 décembre 2010, Sid-Ahmed Ayachi qui présidait ce rassemblement, et ce, cinq jours après l'immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie, sans se douter que la mort de ce dernier serait l'étincelle qui embrasera la Tunisie avant que la révolte ne se propage à l'échelle du monde arabe et maghrébin !

Autre singularité de cette pré-campagne électorale, sauf surprise bien sûr, outre un boycott attendu des démocrates, des islamistes hors course ! Pour la première fois depuis 1995 ! Ainsi apprend-on que le MSP, à l'issue de son conseil national des 24 et 25 janvier dernier a décidé «de boycotter l'élection présidentielle de 2014».

«Un autre mandat de Bouteflika est une insulte au peuple algérien», a tonné le numéro un du parti islamiste Abderrezak Makri. Et de se prononcer pour «un boycott actif» du scrutin présidentiel, boycott que le pouvoir a d'ores et déjà décidé d'interdire.

La fiction de «l'Etat DRS»

Pour terminer sur ce caractère inédit et par bien des côtés, loufoque, de cette pré-campagne présidentielle 2014, il est à se demander si notre regard et notre lecture du fait politique algérien n'ont pas pris un sérieux coup de vieux et s'ils ne demandent pas à être renouvelés.

Jusqu'à récemment, on nous parlait de l'Etat DRS qui détiendrait la réalité du pouvoir et qui fait la pluie et le beau temps. Or, qu'avons-nous constaté et qui demande bien sûr un examen plus approfondi ? En 2004 déjà, la réélection de Bouteflika avait signé le départ de l'homme fort de l'armée et de ses proches adjoints, le général Mohamed Lamari.

On a assisté au ralliement du général à la retraite Khaled Nezzar à la candidature de Bouteflika alors qu'une année avant, il avait sorti un livre très critique sur le chef de l'Etat et fait des déclarations incendiaires à son endroit.

Et ne parlons pas du scrutin présidentiel de 2009 où faute d'adversaires, l'élection a été réglée comme du papier à



Abdelaziz Bouteflika.



Ali Benflis.



Sofiane Djilali.

Photos : Samir Sid

musique. Mieux, le retour d'Abdelaziz Bouteflika du Val-de-Grâce le 16 juillet dernier ne s'est-il pas traduit par la mise à la retraite de plusieurs officiers supérieurs du DRS, annonçant une reprise en main (ou une neutralisation des services de sécurité et de renseignements) qui ne dit pas son nom ?

Derniers en date de cette opération de reprise en main, ces mises à la retraite de quatre hauts gradés dont le général Chaffik ! En tout cas, c'en est peut-être fini de cette fiction de «l'Etat-DRS» à laquelle se réduisait la plupart des commentaires et analyses ! Reste toutefois une question : et maintenant que le DRS n'est plus «faiseur de roi» comme dit Amar Saâdani, la donne a-t-elle pour autant changé ? Si c'est le cas, dans quelle mesure se serait-elle traduite par une recomposition du rapport des forces au sommet de l'Etat ? S'il est impossible d'y répondre par l'affirmative, retenons toutefois le fait que la nomination du général Gaïd Salah au poste de vice-ministre de la Défense, tout en restant chef d'état-major de l'armée, présidant de surcroît la Commission spéciale de sécurité, donne à penser qu'un glissement s'est effectué au sommet du pouvoir sous forme d'un rapprochement de tout ou partie de l'institution militaire avec le cercle présidentiel.

Un personnel politique vieillissant et un système incapable de produire un présidentiable qualifié

Ce glissement au sommet du pouvoir ne met nullement fin aux rivalités se cristallisant autour de l'élection présidentielle. Elles vont s'accroître au fur et à mesure que l'on se rapprochera du 2 mars, date limite, coïncidant curieusement avec la date de naissance du chef de l'Etat, pour que ce dernier annonce ou non sa candidature !

Et, loin de clarifier la situation et les enjeux, ces

rivalités continueront de rythmer et de structurer la vie politique et, partant, de brouiller les cartes et les repères. Ces rivalités sont révélatrices surtout de l'incapacité de ce système politique au personnel politique vieillissant à produire en temps voulu un présidentiable qualifié. Il est en panne.

Qui plus est, il donne le spectacle d'un FLN qui s'entredéchire, d'un RND politiquement immobile et, à défaut de débat politique serein autour de vrais projets, il a généré une production d'allégeances tenant lieu de ligne politique qui ajoute à la médiocrité politique.

Certes, pour régénérer ce système politique plus que vieilli et usé, quatre walis ont été promus au rang de ministres, lors du dernier remaniement ministériel intervenu le 11 septembre. Mais il n'en reste pas moins que les candidats, «enfants de ce système» pour paraphraser Mouloud Hamrouche, pas tout à fait jeunes, aspirant à être «calife à la place du calife», se comptent sur les doigts d'une main.

Pour aller vite, mis à part Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem, qui, notons-le, n'ont pas appelé Bouteflika à se représenter et qui ne vont certainement pas tarder à sortir du bois, il semble qu'il n'y en ait pas d'autres. L'ex-Premier ministre et ex-secrétaire général du FLN Ali Benflis peut-être ? Bien qu'étant issu de ce système et tout en restant dans une logique consensuelle et non de rupture, l'ex-Premier ministre aura eu le mérite d'avoir tenté en 2004 de faire bouger les lignes en se portant candidat face à Bouteflika.

En outre, les noms de Ouyahia et Belkhadem - un anti-islamiste supposé et un pro-islamiste affiché - avancés par la presse pour succéder à Bouteflika, traduisent cette amère réalité d'un système politique tournant en vase clos qui n'a pas hésité à pousser la

caricature à l'extrême, en poussant au devant de la scène Amar Saâdani et à l'encourager à annoncer une chose et son contraire.

Les deux hommes, produits du système politique et de sa culture autoritaire, qui ont occupé à tour de rôle la fonction de chef de gouvernement, ne peuvent d'ici le 17 avril, faire oublier qu'ils ont été les comptables dociles de la gestion libérale et autoritaire de ce régime, pour se construire une image de présidentiable et de ce fait, acquérir ce profil du chef espéré, doté d'une culture démocratique, et de la légitimité qui va avec.

Ajoutons qu'à force de cadencasser et verrouiller le champ politico-médiatique, et en l'absence de renouvellement du personnel politique dirigeant, d'intermédiation socio-politique avec «le peuple d'en bas», les cercles dirigeants et rentiers du système ont, de fait, empêché toute perspective de modernisation du politique et avec, celle des institutions du pays et de la représentativité politique, créant ainsi les conditions permettant un déploiement sans entraves du religieux sous sa forme salafiste, quand il n'est pas tacitement encouragé par le silence du pouvoir politique.

Au final, si ça bloque, si Abdelaziz Bouteflika, dont les soutiens espèrent un miracle de santé, paraît jouer la montre en laissant planer le doute sur sa candidature, c'est parce que les cercles du pouvoir redoutent qu'un retrait du président sortant, sans que le terrain n'ait été balisé au mieux de leurs intérêts, ne soit un saut dans l'inconnu, avec son lot de règlements de compte et de mises à l'écart qu'ils associent un peu vite à une déstabilisation.

C'est pourquoi cette fin de mandat ne saurait se réduire à guetter la santé du chef de l'Etat et à se faire l'écho de ce bruissement de rumeurs qui l'accompagne.

H. Z.